



La Commune



Attentats du 13 novembre : Communiqué de La Commune

La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

Il n'existe pas de mots assez forts pour dire ô combien nous sommes révoltés par la vague de barbarie sans nom qui a ensanglanté Paris. Massacre, bain de sang, folie destructrice... Nous pensons aux victimes et leurs familles, sacrifiées de façon immonde. A celles et ceux qui sont tombés, à celles à ceux qui, toute leur vie, garderont les séquelles lourdes de ces scènes d'effroi sans fin.

Le bilan est extrêmement lourd, il pourrait être évalué à 200 morts dans les prochaines heures.

Le pseudo « État islamique » revendique ce massacre. A ce stade, cela ne relève ni du terrorisme, ni même d'un « acte de guerre » mais d'une tuerie lâche et ignoble contre les travailleurs et les peuples du monde entier, à des fins exclusivement et totalement CONTRE RÉVOLUTIONNAIRES.

Ce soi-disant « État », on le sait, est instrumentalisé par les régimes de type féodal (Qatar, Arabie Saoudite), par le boucher Erdogan et autres États « amis » des « grands de ce monde » (parmi lesquels Hollande figure "en bonne place"). L'ancien chef de la sécurité de la DGSE, Alain Chouet, faisait lui-même, le constat dans les colonnes de l'Humanité, le 3 juillet dernier : « *Nous sommes alliés avec ceux qui sponsorisent depuis trente ans le phénomène djihadiste* ».

Au-delà de la douleur que nous éprouvons, revient toujours la même question : A qui profite ce crime ? Autre façon de soulever la même interrogation : Contre qui va-t-il se retourner ?

Contre les « grands de ce monde », c'est-à-dire les puissances impérialistes ? Pas du tout. D'ores et déjà, avant même qu'elle se soit achevée, avant minuit ce 13 novembre, la tuerie a été instrumentalisée pour fermer les frontières et suspendre, par l'état d'urgence, toutes les libertés culturelles et démocratiques, de réunion et de rassemblement pour une période indéterminée, en application d'une loi de 1955 mise au point aux heures sombres de la guerre d'Algérie.

Le gouvernement va retourner le couteau de ces tueries contre nous tous, contre toute la population laborieuse, contre les peuples qui luttent pour leur survie.

Sans attendre la dernière rafale, les « politiques » sont montés au créneau pour en appeler à l'Union nationale qui veut nous voir « tous derrière le gouvernement et le chef de l'État », tous au garde à vous. Tandis que les médias, désormais rompus à ce genre d'exercice, rivalisent de titres-choc. « C'est la guerre » lit-on en Une du Parisien.

Unité nationale ? Pas avec nous ! Aucune unité avec ce gouvernement qui vend des armes à des États barbares, à des dictateurs abjects, des oppresseurs. Aucune unité avec ce gouvernement qui intervient militairement et par les bombes en Syrie, comme il est intervenu en Libye, sous Sarkozy. Pas avec ceux qui vont tirer profit de cet état d'urgence (qui n'est rien d'autre que l'État d'exception « à la Française ») pour pousser les feux de leurs réformes scélérates, contre le Code du travail et la protection sociale des salariés et s'en prendre aux immigrés, aux réfugiés mais aussi, aux musulmans.

Aujourd'hui comme hier, le choix n'est pas entre les barbares impérialistes « civilisés » et les barbares sauvages que les opérations politiques et militaires des premiers ont engendrés.

La « fermeture des frontières », cela signifie que les réfugiés vont payer une deuxième fois pour les menées barbares et moyenâgeuses dont ils ont été la cible, tout comme ils ont été la cible du boucher El Assad. Les réfugiés mais, tout autant, les familles des travailleurs et étudiants étrangers qui vivent en France. Là encore, la soi-disant « lutte contre le terrorisme » dont se vantent Valls-Hollande n'est qu'un sale prétexte pour mettre tout le monde au pas et piétiner les droits fondamentaux. Qu'on le veuille ou non, les tueries monstrueuses sont la rançon de la politique extérieure de « La France », c'est-à-dire de l'impérialisme.

Seule, l'unité des travailleurs et des peuples pourra y mettre fin.

Ni Unité nationale ! Ni fermeture des frontières !

À bas l'État d'Urgence !

Modifié le samedi 14 novembre 2015

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... >>

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! >>



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

ECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQUÉ

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQUÉ

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

